

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État – Ministères de l'Aménagement et de la Transition Écologique

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, Préfet de la Gironde par
décret du 11 janvier 2023

Objet du marché

RN147 – Déviation de Lussac-les-Châteaux et Mazerolles

Réalisation de fouilles archéologiques - secteur Vienne

Table des matières

Article 1 – Prescriptions environnementales.....	3
1.1 Protection des zones sensibles, information et sensibilisation du personnel.....	3
1.2 Préservation de l'environnement.....	3
1.2.1 Mise en dépôt de la terre végétale.....	5
1.2.2 Installation de chantier et remise en état du site.....	5
1.2.3 Propreté des voies de circulation.....	5
1.2.4 Gestion des déchets (mesures à préciser dans le SOGED).....	5
1.2.5 Le Plan de Respect de l'Environnement.....	6

Article 1 – Prescriptions environnementales

L'entrepreneur prend en compte les contraintes suivantes dans l'exécution des travaux. Les contraintes à prendre en compte figurent dans le Plan Général de Respect de l'Environnement (PGRE) ainsi que dans l'arrêté d'autorisation environnementale n°2022/DDT/SEB/996 en date du 16 décembre 2022.

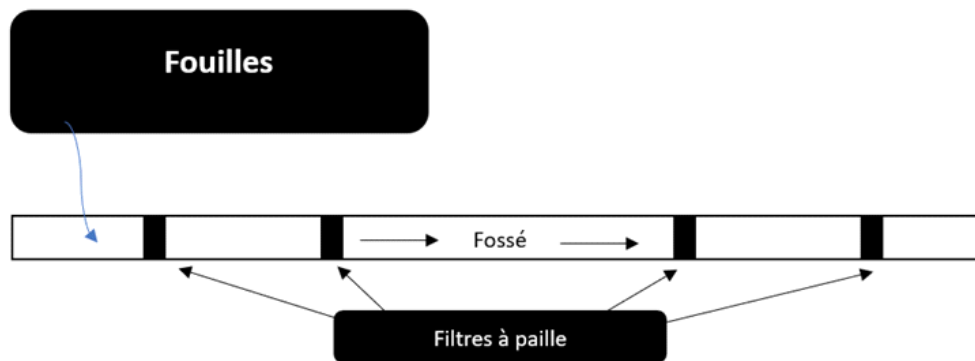
1.1 Protection des zones sensibles, information et sensibilisation du personnel

Des zones sensibles ont été répertoriées dans la cadre de l'opération. Elles sont identifiées dans le PGRE joint au présent DCE. Une sensibilisation et une information du personnel de l'entreprise concernant les protections des zones sensibles et de la ressource en eau sont assurées par le contrôleur extérieur environnemental SEGED préalablement au démarrage des travaux par le biais de la réalisation d'une visite préalable environnement (VPE).

1.2 Préservation de l'environnement

L'entrepreneur prendra notamment les mesures suivantes (liste non exhaustive à préciser dans le PRE) :

- L'entrepreneur veillera à éviter toute atteinte à la ressource en eau, notamment la Vienne et le ruisseau du Faiteux;
- Le cours d'eau et ses berges seront balisés et mis en défens ;
- Les installations de chantier et les pistes devront être aménagées en dehors des zones sensibles (zone inondable, zones humides, zones à enjeux pour la faune et à distance de la flore et des habitats à enjeu) ;
- Le stationnement, l'approvisionnement, l'entretien et la réparation des engins s'effectuera en dehors des zones sensibles (zone humide, proximité de cours d'eau, ...) et sur des surfaces adaptées sécurisées ;
- Si nécessaire, la mise en œuvre de dispositifs adaptés et efficaces de gestion des eaux pluviales se mise en place de manière à supprimer tout risque de lessivage des eaux souillées et tout rejet de substance naturel dans le milieu naturel (collecte et traitement) ;
- L'interdiction de stockage, déversement ou abandon de tout produit susceptible de polluer la ressource en eau (eaux superficielles ou souterraines) à proximité immédiate des points de ressource en eau. Le stockage de produits polluants se fera nécessairement sur bacs de rétention, abrités de la pluie et à distance respectables des zones sensibles (cours d'eau, zones humides, ...) ;
- Des précautions lors de l'approvisionnement des engins, afin d'éviter toutes contaminations des sols et des eaux ;
- Un plan d'intervention rapide en cas de pollution accidentelle sera élaboré et validé par le maître d'œuvre et la coordination environnement ;
- Des kits anti-pollution de première urgence, des barrages flottants et autres absorbants spécifiques aux milieux aquatiques devront être tenus à disposition du personnel en cas d'un déversement accidentel. Tous les engins seront équipés de kits ;
- Mise en place d'un dispositif d'assainissement provisoire des eaux de fond de fouilles au sein des tranchées réalisées. Pour cela, il est nécessaire de mettre en place :
 - un système de pompage des eaux en fond de fouilles,
 - un ou plusieurs fossés dans lesquels les eaux de fond de fouilles seront relâchées,
 - des filtres à sable et graviers ou des filtres à paille. Les filtres à sable et gravier sont préférés aux filtres à paille.



Exemple de dispositif d'assainissement



Exemple de fossé équipé de filtre à paille



Exemple de filtre à paille

Le filtre à paille, sable ou gravier sert à retenir une partie des matières en suspension (MES ou fines) présentes dans l'eau. Il sert également à casser la vitesse de l'eau dans des secteurs pentus. Pour être efficace, un filtre doit :

- Être posé sur le fond du fossé (l'eau doit passer au travers du filtre et pas en dessous)
- Faire la largeur du fossé (l'eau ne doit pas passer sur les côtés). Le filtre doit épouser la forme du fossé.
- La paille doit être encagée (type grillage à poule) et maintenu par des piquets. Elle ne doit pas être emportée en cas de fortes intempéries.
- La paille doit être décompactée : enlever les ficelles (ne pas mettre la botte entière : cela constitue un obstacle, que l'eau va contourner).
- La paille doit être régulièrement changée afin que le filtre reste efficace (après chaque grosse pluie). La paille doit être stockée de manière à ne pas se disperser.

Des fosses de décantation peuvent venir compléter le dispositif : il s'agit de zones légèrement surcreusées dans le fossé qui ont pour rôle de piéger les sédiments. Elles doivent être curées régulièrement pour rester efficaces.



Exemple de fossé de décantation

1.2.1 Mise en dépôt de la terre végétale

Un tri des terres sera rigoureusement effectué. Les différentes couches prélevées lors des fouilles seront stockées séparément sur les sites de stockage validés par le maître d'œuvre.

1.2.2 Installation de chantier et remise en état du site

Les installations de chantier sont réalisées par le titulaire en tenant compte des indications du présent CCTP ainsi que des spécifications du PGRE. L'entrepreneur reste libre de s'installer où il le souhaite sous réserve de respecter la réglementation, notamment en matière d'urbanisme et de protection de l'environnement. Les installations de chantier et les stationnements d'engins devront se situer hors des zones sensibles.

Les installations générales de chantier comprennent :

- les pistes de chantier y compris les franchissements hydrauliques et la protection des réseaux ;
- les divers locaux nécessaires au personnel de Chantier (bureaux, salle de réunion, ateliers, sanitaires), l'équipement du bureau de chantier de la maîtrise d'œuvre et au matériel, les réseaux d'alimentation en eau, électricité, téléphone (téléphone, internet et télécopie) ;
- les voies de circulation et les zones de stationnement des véhicules ;
- les installations de lavage, de distribution de carburant, sur aires étanches hors zones sensibles ;
- les aires de stockage des matériaux ;
- les ouvrages de protection de l'environnement ;
- la signalisation fixe de chantier.

Les terrains seront remis en état en vue des travaux du projet :

- comblement des fouilles avec un rebouchage des tranchées et des ornières pour éviter tout risque de stagnation d'eau afin d'éviter une dégradation des caractéristiques des terrains et une potentielle colonisation des parcelles par des amphibiens notamment ;
- stockage de l'ensemble de la terre végétale sur les zones temporaire mises à disposition ;
- aplanissement de l'ensemble des surfaces fouillées et des zones mise à disposition pour le dépôt de la terre végétale.

1.2.3 Propreté des voies de circulation

Quelle que soit la nature des revêtements des voies empruntées par les véhicules de l'Entrepreneur, il lui est exigé le maintien en bon état de celles-ci. En particulier, les voies empruntées sont nettoyées au fur et à mesure, la propreté d'ensemble étant exigible sous 24 heures. À défaut le Maître d'ouvrage peut prendre toutes dispositions pour faire réaliser le nettoyage aux frais de l'entreprise sans autres formes d'avertissement.

1.2.4 Gestion des déchets (mesures à préciser dans le SOGED)

L'entrepreneur procédera quotidiennement au nettoyage du chantier (déchets ménagers issus de la base de vie, déchets issus des fouilles,...). Une information préalable de tous les intervenants sera réalisée afin de les sensibiliser à la gestion des déchets et de leur présenter les moyens mis à disposition.

- Le brûlage des déchets est interdit ;
- Les zones de stockage des déchets seront aménagées sur des zones confinées en dehors des zones sensibles (zones humides, zones inondables, habitats d'espèces protégées) ;
- Les zones de stockage des déblais seront aménagées sur des zones confinées en dehors des zones sensibles (zones humides, zones inondables, habitats d'espèces protégées) ;
- Stockage sur des zones aménagées des terres décapées en vue de leur réutilisation ;
- Les déchets verts, remblais et autres stockages ne devront pas être attractifs pour la faune ;
- La mise en place d'une collecte sélective sur le chantier (bennes, containers...) permettra de trier les déchets de restauration du personnel intervenant ;
- La mise en place d'une signalétique spécifique au droit des différentes zones de stockage des déchets, permettra d'orienter le personnel du chantier pour le tri des déchets (notamment pour éviter le mélange de déchets dangereux et non dangereux).

Tous les frais d'évacuation sont à la charge exclusive de l'entrepreneur, un bordereau prouvant l'élimination des déchets dans un centre de traitement agréé est demandé.

1.2.5 Le Plan de Respect de l'Environnement

L'entrepreneur établit un plan de respect de l'environnement (PRE) et en assure la mise en œuvre et le suivi pour l'ensemble des travaux du marché. Le PRE est unique pour l'ensemble des partenaires de l'entrepreneur (co-traitant(s), sous-traitant(s),) et valable pour l'ensemble des travaux du présent marché.

Le PRE définit dans le détail les mesures prises par l'entreprise pour respecter les contraintes de l'environnement du chantier et pour limiter et maîtriser les impacts sur cet environnement notamment :

- les mesures de protection de la ressource en eau ;
- les mesures de protection du milieu naturel (habitats, faune, flore,) ;
- les mesures de protection des riverains et des usagers des voies publiques (bruit, risques,...).

Le PRE comporte au minimum les rubriques suivantes :

- l'engagement de la direction de l'entreprise à mettre en œuvre une démarche de prise en compte de l'environnement ;
- l'identité des différents intervenants du chantier (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur environnement, entreprise mandataire, entreprises co-traitantes et soustraitantes) ;
- l'organisation de l'entreprise pour assurer la mise en œuvre effective et le suivi du PRE (organigramme du chantier et attributions des différents acteurs de l'entreprise, identité et coordonnées du responsable environnement, sensibilisation et information des personnels, intégration des co-traitants ou sous-traitants dans la démarche,...) ;
- l'analyse du contexte environnemental et des contraintes relatives au chantier ;
- les mesures prises pour la préservation des zones sensibles et la protection des cours d'eau ;
- l'analyse des nuisances et des risques liés aux différentes activités du chantier ;
- la détermination des mesures de protection de l'environnement ;
- les moyens de suivi et de contrôle de l'application des procédures ; les modalités de gestion des anomalies et d'adaptation de ces mesures à l'évolution du chantier ;
- les mesures préventives de gestion de la pollution accidentelle (conduite à tenir, matériels et moyens disponibles,...).

Le PRE comprend aussi le SOGED dans lequel l'entrepreneur décrit de manière détaillée :

- la liste par nature, des déchets susceptibles d'être produits par sa propre activité et par le chantier ;
- les modes de transport par lesquels seront acheminés les déchets ;
- les méthodes qu'il va employer pour ne pas mélanger les déchets ;
- les méthodes de valorisation du bois d'œuvre ;
- les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à éliminer ;
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qu'il va mettre en œuvre pendant les travaux.

Tous les déchets à évacuer doivent l'être en respectant les modalités prévues dans ce document.

L'entrepreneur est tenu de désigner une personne qui assurera la fonction de Responsable Environnement qui est l'interlocuteur du maître d'œuvre sur les questions de prise en compte de l'environnement et qui assure le suivi et la mise à jour du PRE. Il possède une expérience en matière de travaux et de protection de l'environnement sur des chantiers analogues. Ses principales missions sont d'établir les PRE et le SOGED et d'assurer leur mise en application ainsi que leur suivi.

Toute anomalie ou non-conformité constatée dans la mise en œuvre du PRE doit faire l'objet d'une fiche d'anomalie dressée sans délai. Suivant la gravité de l'impact, les travaux à l'origine de l'anomalie pourront être stoppés. La fiche d'anomalie établie par le Responsable Environnement fait état le cas échéant des mesures d'urgence prises pour limiter les impacts et propose les actions correctives nécessaires pour la suite des travaux. L'ensemble des fiches de suivi et d'anomalies sont annexées au PRE.